

L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE ET LA CHUTE DES PRIX DE PÉTROLE

Deux ans de sursis

Deux ans. C'est la période durant laquelle l'Algérie pourrait maintenir mais assez difficilement ses dépenses budgétaires avec un baril de pétrole entre 40 et 50 dollars.

Cherif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Entre 47 et 49 dollars. C'est la fourchette dans laquelle les cours du pétrole ont clôturé le week-end dernier. Une baisse à moins de 50 dollars constatée durant la semaine dernière et qui risque de se poursuivre à court terme. Intense depuis la mi-2014, cette baisse des cours de l'or noir a déjà impacté négativement sur les revenus de l'Algérie, les recettes d'exportation ayant diminué officiellement de 2 milliards de dollars l'année dernière selon les chiffres du ministre de l'Energie.

Mais une baisse qui suscite cependant l'inquiétude sur la capacité de l'Algérie à assurer son budget. Combien de temps pourra-t-on maintenir le cap en matière budgétaire avec un cours qui fluctue autour des 50 dollars, voire des 40 dollars et même moins ? Notons que le budget est finalisé sur un prix de référence fiscal de 37 dollars, l'excédent non budgétisé de la fiscalité pétrolière étant reversé au Fonds de régulation des recettes (FRR). Et donc des recettes d'exportations qui devront fluctuer entre 55 et 60 milliards de dollars en 2015 et à un niveau moindre en 2016.

A contrario des assurances officielles, notamment celles du Premier ministre qui évoque la possibilité de tenir 4 ans, les analyses des experts s'avèrent cependant moins optimistes. Ainsi, le chercheur et économiste Mohamed Hamidouche considère

que les dépenses budgétaires pourront être assurées durant une à deux années seulement avec un cours de baril fluctuant dans la fourchette évoquée ci-dessus.

Ainsi, les dépenses budgétaires de fonctionnement pourront être assurées, avec un baril à 40 dollars, tandis que les dépenses d'équipement pourront être couvertes même avec un baril de l'ordre de 30 dollars. Soit un budget qui nécessite un prix de 70 dollars le baril et qui sera donc déficitaire, en rappelant que le prix d'équilibre du budget réel dépasse les 100 dollars.

Certes, le déficit budgétaire induit pourra être couvert partiellement par les disponibilités du FRR, déjà fortement sollicitées pendant les deux années précédentes à hauteur de dix milliards de dollars, et qui continueront à l'être à moyen terme.

Toutefois, ces dépenses ne pourront l'être qu'assez difficilement, estime cet économiste qui considère que l'exécutif devra opérer des choix, «rationaliser» les dépenses et réaliser des «économies».

Outre l'optimisation de la politique monétaire et des changes, il s'agit de mettre en place une gestion efficiente notamment dans le domaine fiscal, relève cet économiste. Ainsi, une collecte rigoureuse de la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée) permettra de générer à court terme des disponibilités supplémentaires d'au moins 5 mil-



Photo : D. R.

Une baisse des prix qui suscite l'inquiétude sur la capacité de l'Algérie à assurer son budget.

liards de dollars, note ce chercheur. De fait, la fiscalité ordinaire devra être davantage consolidée en vue de financer le budget de fonctionnement, même si les recouvrements progressent. Comme il faudra œuvrer à diminuer la prégnance de l'informel. D'autre part, la privatisation partielle des entreprises publiques par voie de bourse, l'émission d'emprunts obligataires ainsi que le développement du partenariat public-privé et de la gestion par concession peuvent générer plusieurs milliards de dollars de revenus et permettre des économies.

Des efforts en ce sens sont opportuns, recommande Mohamed Hamidouche qui

évoque également des efforts de rationalisation et d'optimisation dans certains secteurs socioéconomiques, le développement de l'intelligence économique et l'encouragement concret de l'investissement productif.

Ainsi, les dépenses budgétaires, certes rationalisées, pourront être soutenues encore en 2015 et en 2016, voire jusqu'en 2018. Mais au-delà, l'économie algérienne risque d'être dans une mauvaise posture si la période de résilience n'est pas mise à profit.

Ce faisant, le problème ne se pose pas en termes de temps mais en termes de gouvernance. C'est ce que relève l'économiste et universitaire Belkacem Boukhlof qui

estime que l'économie algérienne dispose d'un potentiel important de création de valeur ajoutée hors hydrocarbures et qu'il s'agit de connaître et de bien valoriser.

Selon ce maître-assistant à l'Université de Tizi-Ouzou, le challenge est d'encourager l'investissement productif, de libérer l'initiative, rationaliser les dépenses et mettre un terme à la frénésie dépensière ambiante. Certes, l'économie algérienne pourra résister à moyen terme, considère cet universitaire qui s'interroge cependant sur l'existence d'une volonté réelle et d'efforts en vue de stimuler ce potentiel et d'améliorer la gouvernance économique.

C. B.

BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE ET DES RÉSERVES DE CHANGES, HAUSSE DES IMPORTATIONS...

Sale temps pour l'économie algérienne

Ce qu'on peut retenir de la dernière sortie médiatique du gouverneur de la Banque d'Algérie est cette donnée alarmante : fléchissement des réserves de changes algériennes. L'économie algérienne, sous l'effet combiné de la baisse des cours pétroliers et des exportations des hydrocarbures ainsi qu'une hausse fulgurante des importations, enregistre une contraction de ses avoirs en devise. Cette situation ne risque-t-elle pas de s'aggraver eu égard à la tendance baissière des prix de l'or noir ?

Salah Benreguia – Alger (Le Soir) - L'Algérie commence à puiser dans ses réserves de changes ! Et c'est le gouvernement de la Banque d'Algérie qui le dit. Mohamed Laksaci, chiffres à l'appui, a fait savoir que le niveau des réserves de changes établi à fin septembre 2014 par la Banque d'Algérie a baissé de 4,1 % à 185,273 milliards de dollars, contre 193,269 milliards de dollars à fin juin 2014. Se voulant rassurant, Mohamed Laksaci s'est contenté de dire que ce niveau « reste adéquat pour permettre à l'Algérie de faire face au choc externe, d'autant que l'encours historiquement bas de la dette extérieure (3,666 milliards de dollars à fin septembre 2014) concourt à la solidité de la position financière extérieure nette ».

Si, de par le passé, on ne cesse de tenter de rassurer, au niveau de la villa Joly, sur la «gestion prudente» des réserves de changes, «la situation risque d'être difficile dans les années à venir», selon l'expert Lamiri. D'ailleurs, poursuit la même source, «si les prix vont se stabiliser autour de 60 dollars l'année prochaine, les réserves risquent de diminuer de 30 à 35 milliards par

année». «C'est pour cela qu'il faut absolument prendre des mesures drastiques de limitation des importations de biens et services et faire un plan stratégique dans lequel serait incluse une diversification économique réussie» soutient Abdelhak Lamiri. Même son de cloche chez Mohamed Gharnaouet. Economiste, ce dernier indique que «dans les conditions actuelles, les prix du pétrole ne vont pas connaître une croissance à court terme. Ils peuvent, au contraire, connaître une autre baisse tant le marché connaît actuellement un excédent de production de pétrole et que la situation économique de crise économique mondiale ne s'est pas estompée (...). Ceci étant dit, même avec une reprise, les prix du pétrole ne risquent pas d'aller au-delà des 60 dollars en 2015».

«Pas d'épuisement des réserves de changes en 2015»

Quel impact sur les avoirs algériens ? La réponse de M. Gharnaouet est la suivante : «En prenant en considération les mesures prises par les autorités en matière de restrictions de certaines importations, la balance

des paiements accusera un léger déficit sinon s'établira à l'équilibre. Ce qui veut dire que les réserves de changes connaîtront un léger recul ou, au mieux, elles s'établiront au même niveau que celles à la fin de 2015». Et d'estimer plus loin qu'il n'y aura pas d'épuisement des réserves de changes en 2015. «Le ratio des réserves de change par rapport aux importations est supérieur à trois ans» note-t-il. Par ailleurs, les experts interrogés convergent toutefois sur un point : ne pas se focaliser sur les réserves de changes de l'Algérie, mais plutôt évoquer «la problématique de développement économique et d'amélioration des modes de fonctionnement microéconomiques». «Depuis 50 ans, on parle de créer une économie productive hors hydrocarbure mais on n'a pas su l'ériger. C'est de cela qu'il s'agit. Ces dernières années on a fait les infrastructures et l'importation. Les infrastructures sont importantes mais on a négligé d'investir dans les facteurs-clés du succès» selon Pr Lamiri. «Je pense qu'il ne faut pas se fixer sur les réserves de changes. Il faut s'inquiéter sur l'économie en générale car si, avec des niveaux très élevés d'importations on a obtenu des niveaux de croissance très faibles de l'économie, avec la baisse des importations il faut s'attendre à une réduction de ce taux avec toutes les conséquences négatives sur les autres secteurs de l'économie (baisse de la fiscalité normale qui vient s'ajouter à celle de la fiscalité pétrolière et, partant, baisse des subventions de certains produits de consommations, chute du dinar et donc augmentation de l'inflation,

baisse des crédits à l'économie et possibilité d'une augmentation des taux d'intérêt même si cette option semble être exclue pour l'instant», souligne de son côté Mohamed Gharnaouet.

La gestion active des réserves de changes préconisée

Au delà du constat au demeurant alarmant, beaucoup de spécialistes plaident pour une gestion active de nos réserves de changes. Comment ? Si M. Gharnaouet soutient que celle-ci doit « passer par la création d'un fonds souverain et un retour aux crédits extérieurs d'investissements pour le secteur privé efficace, ce qui permet de préserver les réserves de changes », Abdelhak Lamiri préconise de suivre l'exemple chinois.

«La meilleure chose qu'on peut faire avec une partie des réserves de changes c'est faire comme les chinois, acheter des entreprises de haute technologie (la Chine a acheté, entre autres, Volvo, IBM, Club Med) et les faire venir en Algérie produire les biens agricoles, industriels, services touristiques que l'on peut exporter ce qui permettra de réduire nos importations de plus de 40 milliards» selon la même source. «Un comité d'experts algériens avec le gouvernement, le patronat, le syndicat, les ONG etc. peut faire cela. C'est notre seul salut. Le gouvernement a fait un premier pas mais il faut aller plus loin et guérir les maux à leurs racines» plaide-t-il plus loin.

S. B.